

Groupe de recherche en économie
et politique agricoles
Département d'économie agroalimentaire
et des sciences de la consommation

98-09

**RELÈVE EN AGRICULTURE
ET FORMATION AGRICOLE :
UNE ÉQUATION À PLUSIEURS VARIABLES**

Jacques Tondreau
Michel Morisset

Université Laval
© Droits réservés GREPA

Septembre 1998

**Ce document a été déposé par chapitre.
Pour consulter la section désirée, cliquez sur le lien approprié :**

[Table des matières, liste des tableaux, des schémas et des graphiques, résumé, avant-propos, introduction](#)

[CHAPITRE 1 – La formation agricole : l'histoire d'un enjeu](#)

[CHAPITRE 2 – Agriculture spécialisée et discours sur la formation agricole](#)

[CHAPITRE 3 – Rapport à l'école et formation professionnelle](#)

[CHAPITRE 4 – Cadre d'analyse et méthodologie](#)

[CHAPITRE 5 – Relève en agriculture et formation agricole : analyse quantitative](#)

[CHAPITRE 6 – Relève en agriculture et formation agricole : analyse qualitative](#)

[Conclusion et Bibliographie](#)

[ANNEXE 1 – Grilles d'entrevue de groupe et questionnaires 1 et 2](#)

[ANNEXE 2 – Création de variantes pour la variable scol. 1](#)

[ANNEXE 3 – Analyses statistiques utilisées](#)

CHAPITRE 3

Rapport à l'école et formation professionnelle

Si [...] l'on a décroché de l'école en voie pratique ou en professionnel court et que l'on est fils d'agriculteur, il ne se pose aucun problème d'ajustement entre formation et emploi, ni période de chômage : formés sur le lieu même de leur emploi, dès qu'ils quittent l'école - dont les apprentissages proposés sont sans signification pour eux - ils y travaillent, pouvant alors y consacrer plus de temps et y assumer plus de responsabilités ²⁸.

La sociologie de l'éducation a mis en évidence depuis déjà 40 ans que les groupes sociaux (agriculteurs, ouvriers, artisans, cadres intermédiaires, cadres supérieurs, etc.) ont un rapport différent à l'école et plus spécifiquement à la formation ²⁹. Dans cette lignée, peu d'études québécoises ont analysé la situation des élèves issus du milieu agricole. Les quelques recherches ayant abordé cette problématique abondent dans le même sens à quelques détails près à savoir que les élèves issus d'un milieu agricole ont généralement un rapport plus distant à la formation générale et un rapport instrumental à la formation professionnelle. Toutefois, la provenance sociale des élèves n'explique pas tout. D'autres facteurs sont identifiés pour rendre compte de la faible proportion des jeunes identifiés à la relève qui se donnent une formation agricole.

3.1 *Provenance sociale et rapport à l'école*

Dans leur enquête de 1987, Filteau et Laliberté mettent en lumière, à partir d'enquêtes sociologiques, le rapport à l'école des jeunes issus d'un milieu agricole. En fait, il est bien connu, à travers la littérature sociologique, que les enfants d'agriculteurs se dirigent en plus

28. Citation tirée de Filteau et Laliberté (1987 : 47).

29. Pour une analyse des discriminations sociales selon l'origine sociale en éducation au Québec depuis 40 ans, on peut consulter Robert et Tondreau (1997).

grand nombre vers la formation professionnelle et, de ce fait, ont moins tendance à faire des études universitaires. Selon les données d'ASOPE³⁰, les enfants d'agriculteurs se dirigent en plus grand nombre vers le cégep professionnel au détriment du général et atteindront le niveau universitaire à raison de 8 % (Filteau et Laliberté, 1987 : 46). S'appuyant sur les données d'enquêtes effectuées par l'INRS-Éducation au début des années 1980, les auteurs mettent en évidence que les fils d'agriculteurs inscrits au professionnel court espèrent se trouver un emploi dans le métier pour lequel ils étudient à défaut de quoi, ils savent qu'ils peuvent toujours travailler sur la ferme avec leur père; il n'y aurait donc pas pour les jeunes issus d'un milieu agricole, ayant décroché de la formation professionnelle agricole, de problèmes d'ajustement entre la formation et l'emploi, même pas de période de chômage, comme c'est souvent le cas pour la plupart des jeunes qui quittent l'école avant la fin de leurs études. Parmi les explications avancées pour rendre compte du décrochage des jeunes issus d'un milieu agricole, le travail sur la ferme est un des principaux facteurs identifiés. Les jeunes affirment que le travail sur la ferme pendant leur scolarité constitue pour eux une source de revenu appréciable. Toutefois, cette pratique poserait certains problèmes :

[...] les producteurs "décrocheurs" se distinguent de leurs homologues fils d'agriculteurs par les heures plus longues qu'ils consacraient au travail sur la ferme familiale pendant leurs études à temps plein, [...] les producteurs "décrocheurs" et les conjointes "décrocheurs" ont moins travaillé hors ferme que l'ensemble de leurs groupes respectifs. Il semble alors que leur cheminement va de l'abandon des études à temps plein au travail à temps plein sur la ferme, dans le cas des premiers, puisqu'ils suivent moins de cours aux adultes en agriculture et occupent moins d'emplois hors ferme que leurs confrères. (Filteau et Laliberté, 1987 : 337)

Les parents de ces jeunes accepteraient l'abandon scolaire de leurs enfants si ces derniers travaillent, ce qui ne pose aucun problème pour eux dans la mesure où ils peuvent contribuer de manière plus complète aux travaux de la ferme familiale. S'associer à leur père ou leur frère constitue le projet professionnel de la plupart des décrocheurs issus du milieu de l'agriculture. Les données de Filteau et Laliberté indiquent que 58 % des fils d'agriculteurs qui n'ont pas terminé leur secondaire disent avoir agi ainsi en raison de la nécessité d'aider leur père sur la ferme (Filteau et Laliberté, 1987 : 47-51 et 218).

30. ASOPE est le plus gros programme de recherche sur les populations étudiantes qui ait été fait au Québec. Effectué dans la décennie des années 1970, ce programme de recherche portait sur les aspirations scolaires et l'orientation professionnelle des étudiants et des étudiantes.

En somme, le lien qui unit nombre d'élèves issus d'un milieu agricole à l'école semble plutôt ténu. Même lorsqu'ils effectuent une formation professionnelle, ces élèves ont une vision plutôt négative des apprentissages scolaires tout en attendant que l'école les aide à établir les bases d'une identité professionnelle en leur donnant ce qui est nécessaire pour se projeter dans le monde du travail (Hardy, 1994 : 115-117)³¹.

3.2 *Ce que représente la formation professionnelle pour les jeunes*

Parent (1993) aborde plus particulièrement le problème de la représentation de la formation chez les agriculteurs et la manière dont les jeunes de la relève la font entrer dans une stratégie visant l'établissement. Ainsi, pour nombre d'intervenants dans le milieu agricole, si les jeunes issus du milieu font plus d'études en formation agricole, c'est qu'ils auraient compris toute l'importance et la nécessité de ce type de formation pour la bonne marche de l'exploitation d'aujourd'hui. Toutefois, l'auteur met en garde contre la vision qui fait du rapport des agriculteurs à la formation une question « d'ouverture d'esprit ». Selon Parent, il faudrait plutôt parler de mise en œuvre de stratégies visant à reprendre la ferme familiale.

On remarque, en effet, que les jeunes identifiés à la relève se donnent de plus en plus une formation poussée avant de s'établir sur une exploitation agricole. Cependant, on ne peut attribuer ce phénomène à la seule prise de conscience de l'importance de la formation chez ces jeunes. Le cas du cheminement scolaire différent chez les garçons et les filles est révélateur à ce titre. Comme le montrait déjà au milieu des années 80 une étude de Ouevrard et Rondeau (1985), les filles qui proviennent de grandes exploitations agricoles réussissent mieux que leurs confrères issus du même milieu social. On ne peut penser que les filles sont plus intelligentes que les garçons sans tomber dans une conception biologique (essentialiste et sexiste en fait) de l'intelligence. On doit plutôt analyser le phénomène en termes de stratégies déployées. L'enquête de Dumas *et al.* (1996) donne un éclairage intéressant en ce sens.

31. La perception négative des études à l'école secondaire n'est pas le seul lot des élèves provenant d'un milieu agricole. En fait, deux recherches effectuées en 1992 par le Conseil permanent de la jeunesse du Québec font ressortir de manière générale quatre lacunes que les jeunes identifient dans l'enseignement secondaire : 1) l'école secondaire est déshumanisée; 2) le contenu de certains cours est trop théorique ou « décroché de la réalité »; 3) l'aide est déficiente en matière d'information et d'orientation scolaire et professionnelle; 4) l'hégémonie des sciences de la nature et des mathématiques démotive bien des élèves (Conseil permanent de la jeunesse, 1992a, 1992b).

Les auteurs soulèvent un aspect intéressant du rapport formation agricole et possibilité de relève pour les jeunes souhaitant s'établir sur la ferme familiale. Les filles de la relève sont plus scolarisées que les garçons et sont aussi plus persévérantes sur le plan scolaire ³². L'explication avancée par les auteurs est que les filles doivent avoir acquis un surplus de compétences pour combler le « déficit » de crédibilité rattaché à leur sexe dans le contexte d'une future prise en charge de la ferme familiale ³³. On reconnaît ici un trait caractéristique du processus d'insertion professionnelle des filles dans les métiers non traditionnels. Le point important est que ce constat permet, en raisonnant à contre-courant, de soulever une hypothèse touchant la moins grande formation agricole chez les garçons. Leur sexe leur confère en effet, dans une certaine mesure, un statut légitime et une crédibilité (ils sont encore désignés comme les successeurs naturels de leur père sur la ferme familiale) qui leur facilite grandement la tâche dans leur volonté de reprendre l'exploitation des parents. Peut-on penser que ces conditions plus facilitantes, conjuguées à une socialisation plus poussée relative aux travaux de la ferme (ils y travaillent plus souvent que les filles), les éloignent de la formation agricole de type institutionnel ?

Par ailleurs, si les jeunes de la relève ne choisissent pas la formation professionnelle agricole ³⁴, cela tient peut-être aussi à un problème d'image de ce type de formation comme le confirme une importante recherche du ministère de l'Éducation. Cette étude effectuée auprès de 6 015 jeunes, garçons et filles de tous les milieux sociaux, montre que les préjugés à l'égard de la formation professionnelle sont très présents chez les jeunes :

Ainsi, selon 88 p. 100 et plus des élèves de l'échantillon, les jeunes qui s'inscrivent en formation professionnelle sont plus manuels qu'intellectuels, aiment travailler avec des outils et des machines et veulent aller rapidement sur le marché du travail. Entre 66 et 88 p. 100 pensent que ces élèves ont des difficultés scolaires, sont des décrocheurs ou décrocheuses, n'aiment pas l'école ou sont des

32. La plus grande persévérance des filles dans les études est un fait établi pour tous les groupes d'âge et à tous les niveaux de scolarité.

33. Si les filles acquièrent plus de formation, c'est aussi peut-être pour se donner une chance supplémentaire de s'en sortir dans d'autres domaines que l'agriculture compte tenu de la moindre importance qu'on leur accorde comme relève potentielle sur la ferme familiale.

34. La formation professionnelle agricole renvoie à la formation de niveau secondaire, la formation technique agricole à la formation de niveau collégial.

adultes qui reviennent à l'école. Le seul point positif mentionné par la majorité est que ces élèves ont choisi leur métier par goût [...]. (Violette, 1995 : 59)³⁵

L'image dévalorisée de la formation professionnelle se traduit dans les faits par une désertion substantielle de ce type de formation malgré une importante refonte à la fin des années 1980 et au début des années 1990³⁶. Les données sont éloquentes à ce chapitre alors qu'en 1985-1986, 53 028 élèves étaient inscrits en formation professionnelle au secteur des jeunes pour diminuer par la suite, en 1994-1995 à 7 955 élèves (Ministère de l'Éducation, 1996 : 67)³⁷. Que le nombre de jeunes inscrits en formation professionnelle agricole ait pu augmenter dans la même période constitue en soi un exploit remarquable. En effet, de 1990-1991 à 1995-1996, le nombre d'élèves inscrits en formation professionnelle agricole passe de 99 à 312 élèves soit une augmentation de 215 % dans cette période.

3.3 Les obstacles à la formation agricole

Ainsi, plusieurs facteurs expliqueraient le manque d'intérêt des jeunes identifiés à la relève pour la formation agricole en institution. Dans ce domaine, nombre d'idées ont cours allant du préjugé à l'explication de type scientifique, en passant par l'aveu d'incompréhension ou l'interrogation. Comme le souligne Dion (1991) : « L'un croit à l'irresponsabilité des familles agricoles, l'autre à des problèmes d'accessibilité et de financement. On ramène les difficultés reliées à la multiplicité des intervenants. On se demande si les agriculteurs ont de l'intérêt pour la formation. » (Dion, 1991 : 57). L'historique (*chapitre 1*) et la problématique

35. Une autre conclusion de cette enquête donne à réfléchir sur les campagnes de publicité visant à faire connaître la formation professionnelle aux jeunes. Selon Violette : « Les résultats obtenus laissent croire que si les élèves n'entendent pas parler de la formation professionnelle par leur entourage ou n'ont pas d'intérêt immédiat à cet égard, elles et ils ne sont pas réceptifs à la publicité qui est faite, même s'il s'en fait. » (Violette, 1995 : 86). Le manque de publicité est un facteur qui est souvent identifié comme étant responsable du peu d'intérêt des jeunes identifiés à la relève pour la formation agricole par les journalistes dans la presse destinée aux agriculteurs. Voir en ce sens Brochard (1997). Toutefois, en ce qui concerne les étudiants et les étudiantes en formation agricole au collégial, notamment dans les ITA, c'est l'éloge de l'école qui serait la meilleure publicité.

36. Pour une vue d'ensemble des enjeux et de l'évolution de la formation professionnelle dans les années 1980 et 1990, on peut consulter (Payeur et Ouellet, 1993)

37. Une baisse proportionnelle des diplômés de la formation professionnelle au secteur des jeunes accompagne la baisse des inscriptions dans cette filière de formation. Ainsi, en 1990-1991, 6 025 jeunes obtiennent un diplôme alors que ce nombre chute à 2 951 en 1993-1994 (Ministère de l'Éducation, 1996 : 129)

(chapitres 2 et 3) ont permis d'identifier un certain nombre de facteurs qui sont avancés dans la littérature pour rendre compte de ce phénomène. Certains de ces facteurs sont liés au contexte dans lequel évoluent les jeunes identifiés à la relève; d'autres sont plutôt en rapport avec les représentations que se font les jeunes de leur avenir. Dans les lignes qui suivent, il importe de mettre en évidence les arguments avancés par ceux et celles qui s'intéressent à la formation agricole pour expliquer les problèmes liés à ce type de formation.

3.3.1 *Les obstacles liés au contexte agricole*

Le contexte autour du rapport formation agricole et relève en agriculture permettrait d'expliquer le manque d'intérêt des jeunes identifiés à la relève envers la formation agricole. Ce contexte s'exprimerait à travers différentes situations dont : 1) les difficultés liées à la capacité d'accueil des institutions d'enseignement agricole; 2) l'emplacement des institutions d'enseignement; 3) le coût d'opportunité; 4) le coût des études en formation professionnelle ou technique; 5) la difficulté d'harmoniser le temps des études et celui de la ferme; 6) la résistance des enfants d'agriculteurs envers la formation agricole.

1- Les difficultés liées à la capacité d'accueil des institutions

Pour certains, la capacité d'accueil des institutions d'enseignement agricole serait trop faible pour la demande en provenance des jeunes de la relève. En fait, il semble se dessiner une certaine faiblesse dans la capacité d'accueil pour quelques institutions, comme le montrent les demandes d'admission aux ITA de La Pocatière et de Saint-Hyacinthe qui dépassent du double la capacité d'accueil de ces deux institutions (Lagacé, 1995). Un autre indicateur nous montre que le problème de la capacité d'accueil est largement répandu dans toutes les régions. En effet, pour l'automne 1992, les demandes d'admission pour le programme GEEA pour 9 régions du Québec étaient au nombre de 110 alors que les admissions se chiffraient à 87 pour un taux d'admission de 79 % (Richard, 1993 : 106). Ces régions sont le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay/Lac-Saint-Jean, la Mauricie/Bois-Francs, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, la Montérégie. Toutefois, on ne peut attribuer le taux de refus de 21% pour le programme GEEA dans ces régions uniquement à une déficience de l'offre de formation dans les institutions concernées dans la mesure où ces refus peuvent être le résultat de candidatures non conformes aux exigences du programme. Sans conclure à une faiblesse marquée de l'offre de formation agricole pour toutes les institutions d'enseignement collégial, on peut penser que dans certaines régions et dans des périodes de temps variables,

certaines maisons d'enseignement éprouvent, pour différentes raisons, des difficultés à rencontrer la demande de formation agricole dont elles sont l'objet.

Autre point important, malgré une désaffectation importante des jeunes envers la formation professionnelle depuis le milieu des années 1980, et qui perdure depuis le début des années 1990, on remarque dans la filière de la formation professionnelle agricole une remontée constante, et même spectaculaire en 1993-1994, du nombre d'inscriptions. Cette nouvelle réalité permet de penser que la filière d'enseignement agricole a peut-être aujourd'hui un pouvoir d'attraction plus grand que par les années passées. La problématique du recrutement prend une autre dimension dans ces conditions, notamment pour les deux ITA de La Pocatière et de Saint-Hyacinthe. En fait, dans ces deux institutions, on observe une augmentation régulière du nombre des inscriptions pour le programme GEEA depuis la mise en place de ce programme en 1987³⁸. En somme, pour certains intervenants dans le monde agricole, pour faciliter la formation agricole des jeunes de la relève, il faut augmenter la capacité d'accueil des institutions d'enseignement agricole, notamment au collégial.

2- L'emplacement des institutions d'enseignement

Cet argument fait partie des raisons historiques qui sont invoquées pour rendre compte du fait que les jeunes identifiés à la relève boudent la formation professionnelle et technique agricole (*voir le chapitre 1*). Sans nier qu'à d'autres époques, la proximité ou l'éloignement de l'institution d'enseignement ait pu jouer un rôle dans les campagnes de recrutement des écoles d'agriculture, on ne peut invoquer aujourd'hui ce même argument sans soulever certains paradoxes. Par exemple, le taux de scolarisation des jeunes issus du monde agricole est à peu de choses près pareil à celui de la population en général. Par ailleurs, on sait que peu de ces jeunes se forment en agriculture, ce qui laisse entendre qu'ils se forment soit au général, soit dans d'autres formations professionnelles et techniques. Dans ces autres cas, on n'invoque jamais le problème de l'emplacement des institutions scolaires.

38. Rappelons que le programme *Gestion et exploitation d'entreprise agricole* fut établi en 1984 à La Pocatière et en 1985 à Saint-Hyacinthe en remplacement du programme « Exploitant de ferme » qui disparaîtra du programme de La Pocatière en 1986 et en 1987 à Saint-Hyacinthe. Les cégeps offrent aussi un programme de GEEA depuis 1972. En fait, à l'époque, le programme porte le nom de Gestion d'entreprises agricoles. Le premier cégep à offrir ce programme est celui d'Alma, en 1972, suivi de celui de Victoriaville, en 1974, de Lennoxville et Saint-Jean-sur-Richelieu, en 1982, de Lévis-Lauzon, Joliette et Matane, en 1984, etc.

Aussi, cet argument a moins de poids aujourd'hui compte tenu des efforts qui ont été faits depuis déjà quelques années par les autorités gouvernementales et les maisons d'enseignement collégial afin de rendre disponible la formation collégiale agricole sous différentes formes et ce, dans l'ensemble des régions agricoles.

3- Le coût d'opportunité

Parmi les nombreuses explications qui rendraient compte du peu de motivations des jeunes identifiés à la relève envers la formation agricole, on trouve l'idée que le temps passé sur les bancs de l'école ferait perdre un ensemble d'avantages, notamment pécuniaires, difficiles à obtenir autrement. Cette idée renvoie en fait à celle du coût d'opportunité (la possibilité sacrifiée ³⁹) couramment utilisée en sciences économiques. La perte de revenu potentiel liée à la formation agricole en institution serait un des coûts privés les plus importants et serait un facteur éloignant les jeunes de la formation. Comme le soulignent Hamel, Morisset et Gagnon (1993) :

Dès 15 ou 16 ans bien souvent, ils [les jeunes vivant sur une ferme] peuvent espérer obtenir un emploi rémunéré et régulier sur l'exploitation de leur parent tout en cumulant du fait même un "droit" d'accès au patrimoine familial. Ce revenu immédiat qu'ils peuvent obtenir est certes un coût privé très important qu'ils prennent en compte dans la décision ou non de poursuivre leurs études. (Hamel, Morisset et Gagnon, 1993 : 44)

On est donc face à un problème important qui a fait l'objet de plusieurs recherches dans le secteur de l'éducation comme en fait foi celles sur le travail rémunéré des jeunes lors de leurs études secondaires. Ces enquêtes montrent que le travail rémunéré est un phénomène de plus en plus répandu chez les jeunes, plus chez les jeunes urbains que chez les jeunes ruraux. Sans nier les avantages que peut procurer le travail rémunéré (il est une source de socialisation, de valorisation et d'autonomie), cette pratique comporte des inconvénients dont un des plus importants est un moins grand investissement chez les élèves à l'égard de leur scolarité ⁴⁰. Plus important encore, ces études confirment que la satisfaction de certains

39. James (1991 : 5).

40. Près de 60 % des jeunes décrocheurs et décrocheuses affirment que le motif principal d'abandon de leurs études secondaires est le « goût d'aller travailler » (Violette, 1991 : 40). Les élèves du secondaire ont un travail rémunéré dans une proportion de 40 %, ce taux étant plus faible en 1^{re} secondaire, soit 30 %, et plus élevé en 5^e secondaire, soit 55 % (MEQ, 1993a : 6). On note par ailleurs que les élèves qui travaillent 16 heures et plus par semaine ont de moins bons résultats scolaires et de moins grandes aspirations scolaires (MEQ, 1993a : 98).

besoins chez les jeunes sont certes comblés par le travail qu'ils effectuent mais qu'en même temps, ils développent de nouveaux besoins qui demandent plus d'argent. Comme le souligne le Conseil supérieur de l'Éducation (CSE) : « Les jeunes reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes que, une fois emportés par la roue de la consommation, ils sont entraînés dans la satisfaction de nouveaux besoins devenus tout aussi importants, exigeant à leur tour qu'ils travaillent encore davantage pour disposer de plus d'argent. » (CSE, 1992 : 17).

4- Le coût des études en formation professionnelle ou technique

Outre le coût d'opportunité, les frais liés aux études comme telles pourraient constituer un frein à la formation agricole. Toutefois, si le coût de la formation professionnelle ou technique en agriculture devait jouer un rôle dans la fréquentation ou la non fréquentation d'une institution scolaire, on devrait s'attendre à ce que ce coût joue également dans le fait de faire des études dans le secteur général ou dans tout autre domaine de la formation professionnelle ou technique. Or, comme pour l'argument relatif à l'emplacement des institutions où se donne de la formation agricole, on remarque que les jeunes issus du monde agricole se forment dans des proportions importantes dans le secteur général ou dans d'autres types de formation professionnelle ou technique. En fait, une étude effectuée en 1986 montrait déjà que les coûts de la formation n'entraient pas en ligne de compte dans la décision de faire ou ne pas faire une formation dans le domaine de l'agriculture (Messier, Provencher et Bergeron, 1986: 8) ⁴¹. De plus, s'il se pose un problème dans l'ordre financier, ce dernier devrait s'amenuiser avec le temps dans la mesure où l'aide financière sous forme de prêts et bourses est désormais accessible aux élèves de la formation professionnelle depuis 1994-1995 (Violette, 1995 : 66). Cette aide financière est également disponible pour les étudiants et les étudiantes au collégial en formation agricole.

41. Cette étude n'avait pas un caractère scientifique mais constituait un portrait intéressant des préoccupations et des attentes du milieu envers la formation agricole. Dans le cadre de cette étude, 2 300 personnes (1 400 producteurs, 450 femmes, 350 personnes de la relève et 100 autres personnes ayant un statut différent) ont participé à des « assemblées de cuisine » au cours desquelles un animateur favorisait la discussion autour du thème de la formation agricole.

5- La difficulté d'harmoniser le temps des études et celui de la ferme

Cet argument a aussi un ancrage historique très important comme nous l'avons mentionné plus haut. En effet, jusqu'à la création du ministère de l'Éducation en 1964, le calendrier scolaire des écoles intermédiaires d'agriculture s'étalait à peu de choses près sur la période de novembre à avril laissant ainsi libres les jeunes pour les semailles du printemps et pour les récoltes de l'automne.

Ce problème serait de moins en moins criant dans la mesure où l'harmonisation des programmes du secondaire et du collégial ⁴² en agriculture, avec la mise en place du DEC modulaire, fournit beaucoup plus de latitude aux jeunes qui désirent entreprendre une formation agricole. Comme l'indique Côté (1993) : « Favoriser l'accessibilité, tel est le motif principal ayant prévalu à l'élaboration et au maintien (lors de la révision de 1992) d'un DEC modulaire dans le domaine agricole. En effet, l'idée de "fractionner" le DEC devait constituer un facteur d'encouragement et de motivation pour la relève agricole. [...] Elle évitait aussi aux jeunes de quitter l'entreprise familiale pour plusieurs années. » (Côté, 1993 : 129) ⁴³. Certes, le programme GEEA sous forme modulaire ne constitue pas une panacée, tout au plus fournit-il des outils supplémentaires en vue de l'acquisition du DEC. Comme l'indique Lagacé (1995) : « Sur 1 194 inscriptions aux AEC du programme de *Gestion et exploitation d'entreprise agricole* (GEEA) entre 1987 et 1993, seulement 594 attestations ont été émises, soit 50 %. De ce nombre, un minimum d'élèves ont cumulé les trois AEC donnant droit au diplôme de GEEA [au DEC]. » (Lagacé, 1995). Comment expliquer un performance aussi faible. Parmi les hypothèses plausibles, il faut dire que les AEC s'adressent à une clientèle adulte en majeure partie; cette dernière éprouve souvent des

42. Cette harmonisation a déjà été effectuée pour les programmes de productions laitière et bovine alors que le diplôme d'études professionnelles dans ces deux programmes peut être reconnu comme première année de formation pour le programme collégial de GEEA .

43. Dans le secteur de l'enseignement régulier au collégial comme au secteur des adultes, il est possible pour toutes les personnes inscrites dans le programme GEEA de suivre ce dernier selon un modèle modulaire qui comprend trois AEC. C'est toutefois une modulation partielle puisque pour obtenir le DEC agricole, les trois AEC doivent être complétées avec 22 2/3 unités en philosophie, en français, en éducation physique et avec des cours complémentaires. En 1993, six cégeps offraient le DEC en trois AEC (les cégeps d'Alma, de Victoriaville, de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Matane, de Joliette et de Lévis-Lauzon) et cinq autres cégeps pouvaient offrir les AEC sans toutefois être autorisés à offrir le DEC (les cégeps d'Abitibi-Témiscamingue, Lionel-Groulx, de Sherbrooke, Héritage et de l'Outaouais) (Côté, 1993: 129).

difficultés à harmoniser le temps des études, celui du travail et celui de la famille ou de la vie de couple. Il s'ensuit une moins grande assiduité aux études.

6- La résistance des enfants d'agriculteurs envers la formation agricole

C'est un autre des arguments fréquemment avancés pour expliquer le manque d'intérêt de la future relève agricole envers la formation. Pourtant, depuis déjà un certain nombre d'années, des gains importants ont été faits dans la formation des jeunes issus du milieu agricole. Plus précisément, le nombre d'années de scolarité est passé chez les jeunes de la relève de 10 années et moins en 1976 (Filteau et Laliberté, 1987 : 27) à 13,5 années en 1995 (Ministère des l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, 1997).

Peut-on voir dans ces données le reflet des exigences à la formation pour l'obtention des aides à l'établissement. Il ne semble pas :

Selon le secrétaire de la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ), André Drapeau, l'équation n'est pas directe. Les jeunes qui prennent la relève de la ferme ont en moyenne 30 ans. Lorsqu'ils terminent leurs études collégiales, par contre, ils en ont 20. Ce décalage fait présumer à André Drapeau que les jeunes établis en 1993-1994 ne sont pas ceux sur qui les pressions de la SFA ont pesé. En fait, la portée de la mesure instituée par la SFA ne pourra réellement être appréciée, selon M. Drapeau, avant l'aube de l'an 2000.

Une indication plus précise de l'impact de cette mesure serait plutôt l'augmentation du nombre d'inscriptions dans les institutions de formation agricole. Et ces chiffres sont plutôt encourageants. Les inscriptions en première année au programme agricole de niveau secondaire ont grimpé de près de 60 % en 1993-1994. En première année du collégial, on n'a jamais compté autant d'inscriptions depuis 1987, soit 289. (Lagacé, 1995)

Le tableau 5 indique clairement que la formation agricole est prise au sérieux par un nombre toujours plus grand de jeunes. Même si ces données ne nous indiquent pas si ces jeunes désirent effectivement s'établir sur une ferme ou s'ils termineront leur formation avec succès, elles laissent voir un pouvoir d'attraction plus grand de la formation agricole de type institutionnel.

Tableau 5

Inscriptions dans le programme GEEA au collégial et dans les programmes agricoles au secondaire, 1990-1991 à 1995-1996

Années	Écoles	Cégeps (GEEA)	ITA (GEEA)	Écoles secondaires Options agricoles*
1990-1991		323	172	99
1991-1992		362	181	98
1992-1993		420	321	97
1993-1994		355	261	125
1994-1995		389	254	209
1995-1996		552	247	312

* Données pour les programmes *Production laitière* et *Production de bovins de boucherie* seulement. Source : Ministère de l'Éducation, Direction générale de la formation professionnelle et technique, 1997.

Certes, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir afin d'atteindre des taux plus élevés de formation agricole de la relève identifiée. Les facteurs liés au contexte entourant les jeunes de la relève en agriculture permettent d'*expliquer* dans une certaine mesure le rapport que ces jeunes entretiennent envers la formation agricole. Toutefois, pour *comprendre* le phénomène en profondeur, il faut explorer également l'univers des représentations des jeunes.

3.3.2 Les obstacles liés aux représentations des jeunes de la relève

D'autres arguments sont généralement avancés dans la littérature sur la formation agricole pour expliquer quel sens les jeunes identifiés à la relève en agriculture donnent à la formation professionnelle agricole. Ce sens prend forme dans les représentations que se font les jeunes du monde qui les entoure et de l'avenir qu'ils anticipent dans ce monde. Ces représentations sont de différents ordres. On peut identifier : 7) les représentations du contexte économique entourant l'agriculture; 8) les représentations du métier d'agriculteur; 9) les perspectives d'avenir touchant la transmission du patrimoine familial; 10) les garçons et les filles de la future relève agricole; 11) les représentations de la formation professionnelle en institution.

7- La représentation du contexte économique entourant l'agriculture

Comme en fait état l'étude de Messier, Provencher et Bergeron (1986), le « contexte agricole actuel semble contribuer au manque de motivation pour la formation : endettement lourd, rentabilité à long terme seulement, insécurité financière. La formation n'est pas encore considérée comme un facteur de productivité, de réussite [...] » (Messier, Provencher et Bergeron, 1986 : 9). Toujours selon les auteurs : « L'investissement en temps et en argent peut sembler lourd vis-à-vis un avenir économique incertain. Les bénéfices d'une formation ne sont pas très tangibles; la vision à long terme qui serait nécessaire est peut-être difficile à développer sur une exploitation agricole où les préoccupations sont très quotidiennes. Le malaise pourrait aussi être plus profond. La qualité de vie qui prévaut dans le milieu agricole est-elle intéressante ? » (Messier, Provencher et Bergeron, 1986 : 23). Le contexte difficile entourant l'agriculture serait, plus fondamentalement, responsable de la désaffectation des jeunes envers la reprise de la ferme familiale. C'est l'analyse que fait l'UPA dans son mémoire aux *États généraux sur l'éducation* (1995-1996) : « La relève agricole n'est plus aussi abondante. La baisse de natalité y est pour quelque chose. Les coûts élevés d'établissement, les inquiétudes face à la situation économique et le désir de conditions de travail comparables à d'autres secteurs d'activité économique semblent par ailleurs limiter l'installation de la relève potentielle en agriculture. » (Union des producteurs agricoles, 1995 : 22).

8- Les représentations du métier d'agriculteur

L'étude de Messier, Provencher et Bergeron posait une autre question importante : « La profession d'agriculteur est-elle valorisée dans notre société ? » (Messier, Provencher et Bergeron, 1986 : 23). Parent (1994) fait état du problème de la valeur sociale de la profession agricole dans la société, notamment pour des jeunes qui sont sensibles à l'image qu'ils souhaitent projeter :

Avec l'éclatement des frontières de socialisation entre ville et campagne, l'image dévalorisante du métier d'agriculteur semble plus difficile à porter pour la jeune génération, qui affirme être constamment contrainte à justifier son statut professionnel. Les jeunes ne manquent pas de souligner que l'insertion sociale en ville et à l'école passe par un ensemble de stratégies qui consistent à ne pas s'afficher publiquement, ou du moins à procéder avec tact. « *Quand je vais veiller, je ne le dis pas tout de suite* » [...] « *dire qu'on est agriculteur, ça fait fuir*

les filles" et cet autre qui est fier de se voir confirmer qu'il "n'a pas l'air de ça". (Parent, 1994 : 92)

Le dénigrement dont est l'objet le statut d'agriculteur peut-il éloigner un certain nombre de jeunes de la relève identifiée de la formation agricole, c'est-à-dire du risque, dans une institution d'enseignement, d'être identifié soit comme fils ou fille d'agriculteurs, soit comme futurs exploitants de ferme ? En France, par exemple, le syndicalisme agricole développe depuis quelques années un discours en direction des jeunes qui sont déjà en formation agricole visant à leur fournir une image positive du métier dans lequel ils sont appelés à œuvrer. En effet :

On affirme désormais qu'il faut cesser de dénigrer le métier et de s'en plaindre, qu'il faut "revaloriser" la profession, en mettant en avant ses atouts. Autrement dit, cesser de dégoûter du métier ceux qui songent à l'exercer, et le rendre attrayant à ceux, nombreux, qui l'apprennent dans les établissements agricoles et qui n'ont que trop peu envie de l'exercer ensuite. C'est un fait que la plupart des diplômés de l'enseignement agricole ne s'installent pas [...]. (Rémy, 1997 : 35)

Ce type d'intervention en direction des jeunes de la relève en milieu scolaire est d'autant plus important qu'il semble que nombre de ces jeunes décident de s'établir en agriculture justement lors de leur formation agricole (Dumas *et al.*, 1996 : 47).

9- Les perspectives d'avenir touchant la transmission du patrimoine familial

Cette réalité semble jouer un rôle important dans la distance que prennent certains jeunes identifiés à la relève en agriculture face à la formation agricole. Comme le soulignent Filteau et Laliberté :

Ainsi, bien que près de 35 % des fils d'agriculteurs abandonnent le secondaire avant de l'avoir complété, il ne semble pas que les difficultés scolaires soient à l'origine de leur décision. Selon les études de l'INRS-Éducation (septembre 1984), l'association père-fils serait le projet professionnel de la plupart des décrocheurs fils d'agriculteurs. En effet, nos résultats indiquent que chez ceux qui n'ont pas complété le secondaire, 58 % justifient leur décision en termes de nécessité de supporter⁴⁴ leur père ou la ferme familiale. (Filteau et Laliberté, 1987 : 218)

44. Il y a tout lieu de questionner cette « nécessité » pour les jeunes de « supporter » leurs parents sur la ferme familiale. Cette « nécessité » en est-elle vraiment une ? Ne pourrait-elle pas cacher la primauté des intérêts des parents sur celles de leur enfant ? Certes, on ne peut répondre à cette question sans une étude des contraintes réelles qui pèsent sur les parents et sur les motivations qui poussent les jeunes issus d'un milieu agricole à quitter l'école sans diplôme.

Si l'on considère que pour un certain nombre de jeunes, surtout des garçons, la reprise de la ferme constitue une quasi certitude dans un avenir rapproché, il y a tout lieu de penser que ce facteur joue un rôle important dans la distance que prennent ces jeunes vis à vis la formation agricole en institution. De manière paradoxale, on peut se demander si une perspective d'avenir plutôt fermée en termes de reprise de la ferme familiale, ou encore une grande incertitude quant aux possibilités d'obtenir des revenus intéressants de la ferme ne pourraient pas décourager plusieurs jeunes de se former en agriculture, préférant se donner une formation plus générale, beaucoup plus « vendable » sur le marché de l'emploi qu'une formation agricole axée sur l'exploitation d'une ferme ⁴⁵.

10- Les garçons et les filles de la future relève agricole

Ce n'est que récemment que les différences entre les garçons et les filles font l'objet d'une attention toute particulière en regard de l'établissement futur en agriculture (voir Dumas *et al.*, 1996) même si depuis déjà un bon nombre d'années, la place des femmes en agriculture est questionnée de manière soutenue (Barthez, 1983; 1984; Dion, 1983, Hamel et Morisset, 1994). La relève féminine identifiée en agriculture de moins de 35 ans demeure peu nombreuse comme le montrent les données sur la future relève en fonction du sexe (7 % en 1993; 9 % en 1995 ⁴⁶).

Comme nous le mentionnions plus haut, les filles identifiées à la relève se scolarisent plus que leurs confrères et elles jouissent plus souvent que les garçons d'une avance scolaire (Filteau et Laliberté, 1987 : 63), ce qui est congruent avec les données de toutes les enquêtes sur les différences dans la scolarisation en fonction du sexe pour tous les groupes d'âge au secteur jeune.

Sans entrer dans une analyse des facteurs qui rendent possibles ces différences, il appert que les filles sont sous représentées dans le processus de transfert de fermes au

45. Selon Dumas *et al.* (1996), les difficultés d'insertion professionnelle peuvent aussi s'avérer une raison pour reprendre la ferme familiale (Dumas *et al.*, 1996 : 47). En fait, pour échapper au chômage, des jeunes s'installent sur de petites fermes, en dehors de toute aide gouvernementale (Rémy, 1997 : 33), donc en dehors de l'obligation d'acquiescer une formation agricole.

46. MAPAQ (1996 : 3).

Québec ⁴⁷. Plus est, les filles reprennent des fermes qui n'offrent pas le même potentiel que celles reprises par leurs confrères. Comme le soulignaient Filteau et Laliberté (1987) :

[...] si les producteurs de la relève sont fils d'agriculteurs en si grand nombre, c'est que la forme renouvelée d' "héritage", le transfert de ferme, s'effectue encore de nos jours de préférence d'homme à homme. [...] La grosseur de la ferme actuelle et le type de production font également ressortir les privilèges dont jouissent les producteurs, de façon encore plus accentuée lorsqu'ils sont fils d'agriculteurs. Ceux-ci se trouvent à la tête de grosses fermes laitières plus fréquemment que les productrices, qui elles dirigent de plus petites fermes axées moins souvent vers le lait et plutôt vers les productions moins répandues. (Filteau et Laliberté, 1987 : 173)

Même constat dans l'enquête de Dumas *et al.* (1997) où les auteurs observent que les filles s'établissent sur de plus petites fermes que les garçons, elles se dirigent vers des types de production plus diversifiés que leurs confrères (Dumas *et al.*, 1997 : 7-8) qui eux ont plutôt tendance à se diriger vers les productions « payantes ». Les filles se donneraient une formation en tenant compte des contraintes qui sont les leurs, à savoir une plus grande difficulté à être perçues comme les héritières légitimes de la ferme familiale. Dans ces conditions, elles préféreraient se donner une formation plus poussée, agricole ou non, de manière à pallier à ce manque de légitimité dont elles sont l'objet. Ces stratégies de formation en fonction du destin social probable (ou perçu comme tel par les jeunes) ne sont pas le seul fait des jeunes de la relève identifiée comme le montrent plusieurs recherches en éducation sur les élèves aux études secondaires ⁴⁸. Dumas *et al.* (1997) précise :

47. Cette analyse des différences entre les garçons et les filles ne peut se faire en dehors d'un questionnement sur les rapports sociaux de sexe, c'est-à-dire sur les rapports que les garçons et les filles entretiennent les uns à l'égard des autres dans toutes les situations de la vie, ces rapports étant largement influencés par la socialisation différente dont les garçons et les filles sont l'objet dans leur famille d'abord, et dans les autres institutions sociales ensuite. Dans le cadre de ces rapports sociaux, les femmes sont toujours confrontées à des discriminations sur de nombreux plans malgré une évolution certaine des mentalités depuis les années 1970. Nombre d'études au Québec se sont attachées à mettre au jour les rapports sociaux de sexe dans différentes facettes de la vie en société. On peut consulter, par exemple, Baudoux (1994) sur la gestion dans les organisations scolaires; sur la réussite scolaire, Bouchard, St-Amant et Tondreau (1996a; 1997).

48. Parmi ces recherches, on note entre autres celle de Bouchard, St-Amant et Tondreau (1996) qui visait à mieux comprendre l'expérience scolaire et la vision de l'avenir des élèves du secondaire en fonction du sexe. En fait, les élèves qui éprouvent des difficultés scolaires ont tendance à se sentir plus loin de l'école, à miser sur une intégration rapide au marché du travail, et à une intégration au marché matrimonial pour les filles en particulier. Les filles plus que les garçons vivent un sentiment dominant d'insécurité face à l'avenir, les garçons plus que les filles ont le sentiment de pouvoir s'en tirer sur le marché du travail quoiqu'il arrive : ils se fient beaucoup à la chance pour réussir leur insertion socioprofessionnelle. Les filles ont des aspirations scolaires plus élevées que les garçons; ce phénomène est attribuable entre autres au fait que les filles sont conscientes

[...] les filles semblent plus ambivalentes en ce qui concerne leur choix professionnel. Cette ambivalence se manifeste par l'orientation vers un DEC en sciences pures, un DEC en gestion agricole axé sur la production des légumes et des fruits alors que la ferme paternelle est une ferme laitière et que leurs goûts personnels suggèrent la grande culture. En fait, dans tous les cas, l'entrevue permet d'exprimer le sentiment que la possibilité d'être le successeur était loin d'être évidente. Le père était déçu de ne pas avoir de garçon, un frère devait prendre la ferme, etc. Les filles ont choisi d'aller vers ce qui leur permettait de gagner leur vie ailleurs.

Même si les filles font certains détours, elles mentionnent spontanément qu'elles ont acquis de la formation pertinente en agriculture ou complété leur formation en suivant des cours par correspondance en comptabilité, en gestion agricole, sur les pesticides, les engrais ou les lois agricoles. [...] Ces constats nous permettent d'identifier le choix de la formation institutionnelle comme stratégie privilégiée par les filles pour entrer dans la profession agricole, même en dehors de la ferme, dans un emploi connexe, ou s'affirmer comme un successeur éventuel et valable. Les filles disent, en effet, qu'il faut un diplôme parce qu'elles envisageaient de travailler en agriculture, mais en dehors de la ferme familiale. [...] Les filles doivent affirmer plus clairement que les garçons leur amour du mode de vie, leur désir de s'établir sur la ferme familiale, quitte à provoquer un conflit, à aller chercher le diplôme le plus élevé, à entraîner la famille dans un projet tout neuf. (Dumas et al., 1996 : 64-66)

En somme, il convient de se demander de manière précise sur quelles bases les garçons et les filles cheminent dans leur formation (agricole ou non), comment leur vision de l'avenir influence le type de formation que chacun et chacune se donnent. Plus particulièrement, en ce qui concerne les garçons et les filles identifiées à la relève, comment réagissent-ils face à leur établissement projeté ? Quelle place et quel sens prend la formation agricole dans les projets futurs de ces garçons et de ces filles ?

11- Les représentations de la formation professionnelle en institution

Même si une enquête effectuée en 1984 auprès de la relève agricole indique que la pertinence de la formation agricole est acquise pour 47 % des jeunes interrogés et que 48 % d'entre eux la considèrent indispensable (Cormier, 1985)⁴⁹, la formation sur le tas semble demeurer importante pour un bon nombre des personnes en milieu agricole. Comme le soulignent Messier, Provencher et Bergeron : « La formation "sur le tas" est souvent perçue

qu'elles devront en faire plus pour obtenir la même légitimité que les garçons lors de l'insertion socioprofessionnelle.

49. L'enquête de Cormier portait sur les besoins de formation de la relève agricole et a été effectuée auprès de 307 jeunes âgés de 20 à 29 ans provenant de toutes les régions du Québec.

comme aussi valable, sinon plus, que la formation provenant des institutions. » (Messier, Provencher et Bergeron, 1986 : 9). Ce constat laisse entendre que malgré une augmentation significative du nombre d'inscriptions en formation agricole, il semble que soit encore présente chez un certain nombre de jeunes et surtout chez leurs parents, une préférence pour la formation plutôt pratique que théorique, c'est-à-dire une formation plus proche de la réalité, mieux adaptée aux situations concrètes de l'agriculture (Messier, Provencher et Bergeron, 1986 : 17).

3.4 Conclusion

À la lumière des recherches dans les domaines de l'éducation et de l'agriculture, il appert que la problématique de la formation agricole et de la relève identifiée en agriculture renvoie à de nombreux facteurs qui sont soit dans l'ordre du contexte, soit dans l'ordre des représentations. Tous ces facteurs se combinent d'une manière ou d'une autre et laissent présager en ce sens l'analyse d'une réalité complexe. Quelques-uns de ces facteurs feront l'objet d'un traitement particulier dans le cadre des volets statistique et qualitatif de la recherche.

Plus particulièrement, dans le volet statistique, seront traités le travail sur la ferme des jeunes identifiés à la relève, l'incidence de la valeur des ventes des fermes sur la formation de la relève identifiée, l'importance de la variable « emplacement des institutions d'enseignement » sur les variations dans le taux de formation de la relève d'une région à l'autre et la variable sexe de la future relève agricole. Dans le volet qualitatif, ce sont principalement les représentations des jeunes identifiés à la relève qui seront traitées. Ainsi, les représentations du contexte économique entourant l'agriculture, les représentations de la formation tant générale que professionnelle et technique, les représentations de l'avenir comme les perspectives de la reprise de la ferme familiale chez les jeunes de la relève seront abordées par l'intermédiaire de discussions de groupe à l'aide de questions semi-ouvertes. Le chapitre suivant aborde de manière plus détaillée ces différents aspects.